

Brochure n° 3063

Convention collective nationale

**IDCC : 1555. – FABRICATION ET COMMERCE DES PRODUITS
À USAGE PHARMACEUTIQUE, PARAPHARMACEUTIQUE
ET VÉTÉRINAIRE**

AVENANT DU 12 SEPTEMBRE 2012
RELATIF AUX AUTORISATIONS D'ABSENCE

NOR : ASET1251379M
IDCC : 1555

Entre :

La FACOPHAR ;

Le SIMV ;

Le SIDIV ;

L'ANSVADM,

D'une part, et

La FCE CFDT ;

La FCMTE CFTC ;

La FCC CFE-CGC ;

La FNP FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification du point 2 de l'article 5 des dispositions générales

Par le présent avenant, les parties signataires conviennent d'abroger l'article 5.2 des dispositions générales de la convention collective pour le remplacer par les dispositions suivantes.

« Des autorisations d'absence payée seront accordées, après préavis d'au moins 1 semaine, sauf urgence, aux salariés appelés à siéger *ès qualités* dans des commissions mixtes convoquées par les pouvoirs publics ou dans des instances paritaires constituées d'un commun accord entre les parties signataires, ou encore dans les organismes suivants :

- comités de gestion des régimes de prévoyance prévus aux articles 30 et 31 de la présente convention collective nationale ;
- commission paritaire nationale de l'emploi de l'industrie pharmaceutique (CPNEIS) à laquelle les parties signataires ont adhéré conformément à l'accord du 9 février 2011 ;
- l'observatoire paritaire des métiers et des qualifications, créé par accord collectif du 27 juin 2012.

Le nombre des personnes participant à ces commissions sera également fixé d'un commun accord entre les parties signataires.

Les frais de déplacement seront remboursés dans les conditions fixées par un accord relatif aux remboursements de frais. »

Article 2

Durée de l'accord

C'est accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 3

Dépôt et extension

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires auprès des services centraux du ministère chargé du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension.

Fait à Paris, le 12 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)